



LES SYNTHÈSES DE CEROM - N° 8 - JUILLET 2009

LES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA RÉUNION EN 2008

Fléchissement de la croissance

En 2008, le Produit intérieur brut (PIB) de La Réunion, exprimé en monnaie constante, a progressé à un rythme estimé à 3,1 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides. Il s'agit là du moins bon résultat depuis 1996. La croissance 2008 est inférieure de 1,3 point à celle de 2007. Comparé à l'ensemble de la France, ce résultat est toutefois honorable. Confrontée à la crise internationale, l'activité économique nationale n'a progressé que de 0,4 % en volume.

L'évolution du PIB en valeur (+ 6,9 %) a été supérieure à celle des deux années précédentes. Le PIB a augmenté de 950 millions d'euros pour s'établir à 14,7 milliards d'euros. Ce bon résultat a été fortement entamé par une hausse des prix particulièrement importante. La hausse des prix globale moyenne des composantes du PIB est estimée à 3,7 %. Elle est tirée vers le haut par les prix des investissements, toujours en hausse rapide, tandis que les prix des biens consommés rebondissent après avoir décéléré en 2007.

Les principaux agrégats et leur évolution en milliards d'euros (valeur courante)

	2008	Évolution 2008/2007 (en %)		
		Volume	Prix	Valeur
Produit Intérieur Brut	14,70	3,1	3,7	6,9
Consommation des ménages	9,22	2,2	2,9	5,2
Consommation des administrations publiques	5,59	1,9	1,4	3,3
Investissements	3,86	4,6	5,3	10,2
Importations de biens	4,53	6,0	6,2	12,6
Exportations de biens	0,26	- 6,9	1,9	- 5,1
Dépenses des touristes	0,30	2,9	1,4	4,3

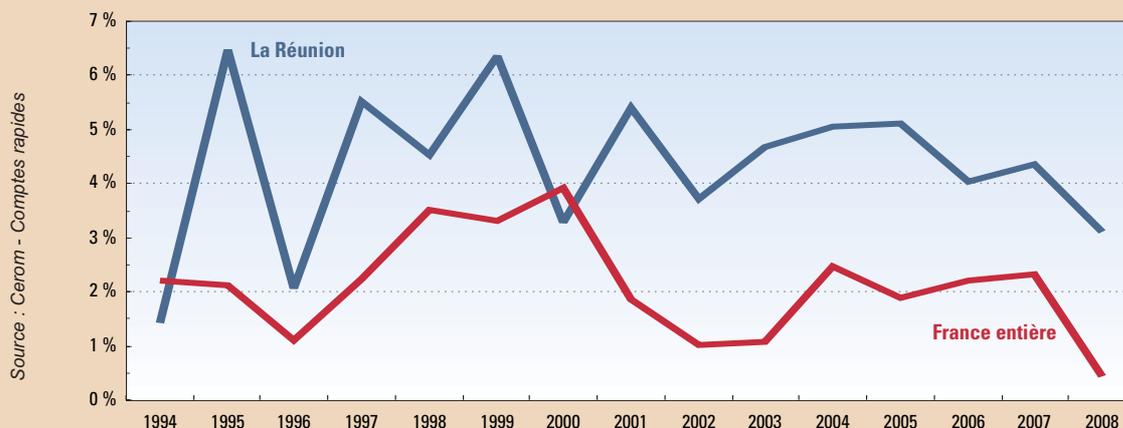
Source : Cerom - Comptes rapides

Les comptes économiques "rapides" : une estimation précoce de la croissance

L'année 2008 marque la quatrième réalisation d'un compte économique rapide à La Réunion. Construit dans le cadre du projet tripartite Cerom entre l'Insee, l'AFD et l'Iedom, il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Profils de croissance Réunion et France

Taux de croissance (PIB en volume) en monnaie constante, en %



La hausse de prix des biens investis est estimée à + 5,3 %, elle résulte de la hausse des coûts de la construction et des biens d'équipement. Les prix à la consommation augmentent de + 2,9 % en moyenne annuelle (après + 1,4 % en 2007). Les produits alimentaires hors produits frais et les produits pétroliers contribuent pour plus de la moitié à cette augmentation. Les prix des consommations intermédiaires augmentent de 4,2 % en moyenne (+ 3,6 % hors carburants).

La consommation reste le principal moteur de la croissance

La consommation des ménages a crû de 2,2 % en volume en 2008 contre 4,8 % en 2007. Elle reste, malgré tout, le principal moteur de la croissance. Au second rang, l'investissement continue de ralentir : + 4,6 % après + 7,5 % en 2007 et +11,0 % en 2006.

Valeur ajoutée des branches

Branches	Valeur ajoutée (en %)		
	Volume	Prix	Valeur
Primaire	11,2	- 4,2	6,6
Industries	3,7	4,2	8,1
Construction	3,7	11,1	15,2
Services marchands	3,0	2,9	6,0
Services principalement non marchands	1,9	1,2	3,1
TOTAL	2,9	3,2	6,1

L'investissement en BTP continue de progresser mais à un rythme moins important sous l'effet de la fin des grands chantiers entamés les années précédentes. En ce qui concerne le logement, les encours de crédits à l'habitat croissent moins vite (+ 7,1 % contre + 11,1 % en 2007). Enfin les importations de biens d'équipement augmentent de 9,2 % (hors automobile de tourisme) après, il est vrai, une baisse de 2,5 % en 2007.

Après avoir fortement augmenté en 2007, le tourisme progresse de 2,9 % et contribue peu à la croissance. La production des services non marchands génère 0,7 point de croissance.

Contrairement à 2007, la balance commerciale s'est fortement dégradée. Les importations ont augmenté de 6,0 % en volume et de 12,6 % en valeur sous l'effet notamment de la hausse des produits pétroliers (+ 53 %). Dans le même temps les exportations ont diminué de 5,1 %. L'impact du commerce extérieur sur la croissance redevient très négatif.

Décélération de l'ensemble des secteurs économiques

Tous les secteurs connaissent un ralentissement de leur activité, en particulier le BTP dont la valeur ajoutée augmente en volume de près de 4 % en 2008 contre 13 % en 2007. Sa croissance devient ainsi comparable à celle des autres secteurs dont aucun ne progresse de plus de 5 %. Seule l'agriculture tire son épingle du jeu (+ 21,5 %), augmentation qui compense la lourde chute de 2007 (- 18 %).

Le PIB moyen par habitant est en hausse de 5,6 % en valeur, après + 5,5 % en 2007. En monnaie constante, il augmente de 1,9 % après 3,1 % en 2007, tandis que pour l'ensemble de la France, il n'a pas progressé en 2008.

La faible hausse des revenus et l'inflation dépriment la consommation

En 2008, les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 5,2 % en valeur, en retrait de plus d'un point par rapport à 2007. La forte inflation, + 2,9 %, principalement sur les prix de l'alimentation hors produit frais et des carburants, a pesé sur la consommation des ménages réunionnais. En volume, c'est-à-dire en gommant la hausse des prix, la consommation n'a augmenté que de 2,2 %, soit 2,6 points de moins que l'année précédente. Ce niveau est le plus faible enregistré depuis 1996 et se place largement sous la moyenne de ces dix dernières années, estimée à 4,1 %.

Les importations de biens de consommation sont en hausse de 3,6 % et plus particulièrement l'équipement du foyer (+ 6,9 %), les meubles (+ 6,8 %) et les produits pharmaceutiques (+ 6,0 %). Les ventes de véhicules de tourisme baissent de 3 %. Si les quantités importées d'essence sont restées pratiquement stables (+ 0,6 %) celles de gazole augmentent sensiblement (+ 8,7 %) malgré l'envolée du prix des carburants.

La consommation a été affectée par le ralentissement du revenu disponible brut des ménages (RDBM) qui a augmenté, hors inflation, de 2,4 % seulement, soit la

plus mauvaise performance depuis quatorze ans. La croissance démographique demeurant dynamique à La Réunion, l'évolution du RDBM par habitant est encore plus faible (+ 1,2 % en volume). Le RDBM réunionnais par habitant est toujours très inférieur à celui de l'ensemble de la France mais la situation s'est légèrement améliorée, son niveau passant de 72 % de celui de la France en 2007 à 73 % en 2008.

L'évolution de la masse salariale versée par les secteurs marchands reste vigoureuse avec une hausse de 6,6 %. Pourtant, sa croissance est moins dynamique que par le passé (+ 8,8 % en 2007). Les bas salaires du secteur privé ont bénéficié d'une hausse du Smic de 3,2 % (en deux fois : + 2,25 % au 1^{er} mai et + 0,9 % au 1^{er} juillet) plus importante qu'en 2007 (+ 2,1 %). Néanmoins, l'ampleur de l'inflation a fortement entamé la croissance. En volume, l'évolution de la masse salariale distribuée par les secteurs marchands tombe à 2,2 %, contre 4,6 % en 2007.

Les secteurs d'activité ont connu des évolutions contrastées. Les secteurs les plus dynamiques continuent de progresser mais à un rythme beaucoup moins élevé. La masse salariale distribuée par le BTP s'accroît

Évolution du revenu disponible des ménages (en %)

	TOTAL		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
2007-2008	5,4	2,4	4,1	1,2
Moyenne annuelle 1998-2007	6,3	4,6	4,8	3,0

Source : Cerom - Comptes rapides

Le revenu disponible brut des ménages additionne leurs revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non salariés), les prestations sociales qui leurs sont versées, le solde de leurs revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que le solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie réunionnaise

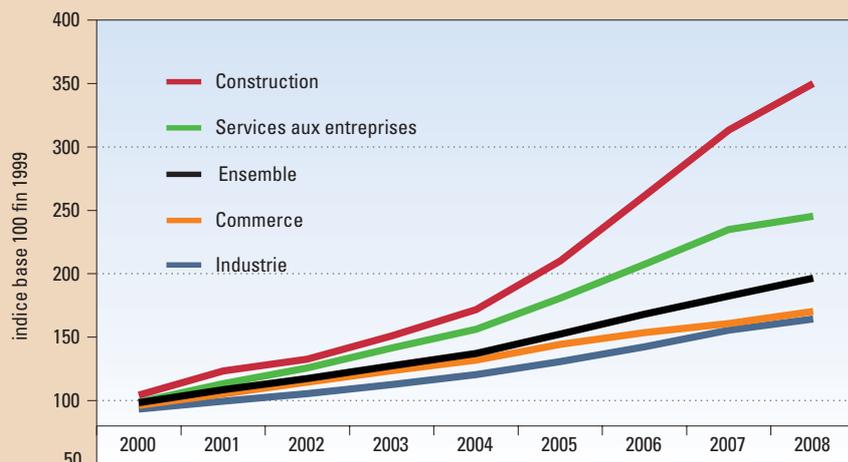
Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit "quasi-comptable". Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. À La Réunion, ce modèle est construit avec 25 branches et 25 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération.

En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements de ces comportements.

Évolution de la masse salariale des secteurs marchands



L'évolution de la masse salariale englobe celle des effectifs et celle des salaires. Les salaires évoluent avec la hausse du Smic et avec les différentes augmentations catégorielles ou individuelles.

de 12 % en valeur en 2008 contre 20 % en 2007. Les services aux entreprises suivent la même tendance (+ 4,5 % en 2008 contre + 13 % en 2007). D'autres secteurs tirent leur épingle du jeu comme le commerce dont la masse salariale a augmenté de 5,6 % en 2008 contre 4,8 % en 2007 et les services aux particuliers, notamment les hôtels et restaurants (+ 6,6 % en 2008) qui bénéficient de la hausse de la fréquentation touristique.

Remontée des prestations versées par l'Assedic

Une part importante du revenu des ménages est constituée des prestations sociales. Le montant des prestations sociales versées en espèces est en hausse de + 4,0 % en 2008, comme l'année précédente. Néanmoins, la répartition change. Ainsi, la reprise du chô-

mage entraîne une progression des montants versés par l'Assedic de 9,1 % alors qu'ils avaient constamment baissé depuis 2003. Ils s'élèvent à plus de 339 millions d'euros en 2008 (contre 311 millions en 2007). Le montant distribué par la Caisse d'allocations familiales continue de s'accroître, mais de façon beaucoup moins forte qu'au cours des dernières années (+ 0,5 % en 2008 après + 3,3 % en 2007 et + 5 % en 2006).

L'arrivée à l'âge de la retraite de générations de plus en plus nombreuses se traduit par une augmentation toujours rapide des différents régimes de retraites (+ 6,2 %). Les montants versés avoisinent le milliard d'euros.

■ Michel BRASSET
chef de la division "comptes économiques et analyses macro-économiques" - Insee Réunion

■ Cédric RÉALE
chargé des comptes rapides - Insee Réunion

Les publications Cerom

RUP : "L'ultrapériphéricité définit-elle un modèle de croissance" - mars 2008.

Réunion : "Émergence de nouveaux moteurs de croissance" - novembre 2005
"Une double transition presque réussie" - octobre 2004.

Mayotte : "Évaluation du PIB à Mayotte" - mai 2005.

Guadeloupe : "Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe" - octobre 2008

Martinique : "Les entreprises en Martinique" - juin 2007

Guyane : "Guyane - Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée" - décembre 2008.

Saint-Pierre et Miquelon : "Premières synthèses sur l'économie de Saint-Pierre et Miquelon en 2004" - septembre 2006
"Évaluation du PIB de Saint-Pierre et Miquelon en 2004" - septembre 2004.

Nouvelle-Calédonie : "Les défis de la croissance calédonnienne" - décembre 2008.

Polynésie Française : "L'économie polynésienne post CEP : Une dépendance difficile à surmonter 1995-2003" - janvier 2008.